

Caisse de solidarité de l'AG éducation 38

Parce que les caisses de solidarité sont un outil pour la lutte : donnez, demandez ! Toutes les infos viendront sur le site : <https://www.caisse-solidarite-educ38.org/>

Comment la caisse est gérée ?

La caisse est hébergée par la CNT Education 38 pour des raisons de praticité mais cette caisse est gérée par des enseignant·es syndiqué·es (CNT Éducation 38, SNES 38, SUD Éducation 38, CGT Educ'Action 38...) et non syndiqué·es

Pour qui ?

Tous les personnels de l'Isère (titulaires ou non-titulaires, syndiqué·es ou non-syndiqué·es peuvent faire une demande à la caisse de solidarité).

Nous privilégierons les **précaires** et les personnes en **reconductible**.

La journée de grève sera indemnisée à hauteur de 35€ (1/30 du salaire mensuel pour un·e précaire).

Comment être aidé·e ?

Vous pourrez faire une demande à la caisse de solidarité via un formulaire qui se trouvera sur ce site.

Pour vous aider nous aurons besoin de vos fiches de salaires avec les retenues pour salaire pour service non fait.

QR code pour donner à la caisse de solidarité :



Éducation nationale mobilisée pour les retraites... Et bien plus... En action !

Mercredi 15/03 :

Manifestations intersyndicales.

Grenoble, 10h cours Jean Jaurès

St Marcellin, 14h Champ de Mars

La Tour du Pin, 10h rond point du Lidl

Vizille, 10h place du Château

Voiron, 14h, au Quartz

15h30 : A.G. de coordination des secteurs en lutte, La Bobine

19h : AG des habitants de quartier St Bruno, salle des tickets, 14 place St Bruno (garderie et activités pour les enfants)



Jeudi 16/03:

7h : tournée des lycées, départ centralisé devant la Bourse du Travail de Grenoble

12h : rassemblement devant le bâtiment de la présidence (arrêt Gabriel Fauré)

14h : rassemblement intersyndical place de Verdun, Grenoble.

19h30 : AG de lutte organisation d'actions concrètes (38 rue d'Alembert, Grenoble)

Et pour tous les jours, plein d'idées pour les grévistes :

Tournées des écoles, discuter la grève de surveillance du Bac (20-21-22 mars), aller chercher des sous pour la caisse de solidarité (commerces, ronds points etc.), s'adresser aux parents d'élèves, rejoindre les actions des autres secteurs professionnels, diffuser des tracts etc.

Et toujours un agenda plus complet en ligne : 38.demosphere.net

Et ailleurs ?

Cela discute ou au Sénat, à l'Assemblée... Mais nous, sur nos lieux de travail, dans la rue qui pouvons imposer le retrait de cette réforme. Et c'est partout que cela se passe...

Éboueurs à Paris, Le Havre, Nantes, St Briec, Metz, Montpellier... Des incinérateurs à l'arrêt depuis 7 jours.

La SNCF: toujours des reconductions, depuis le 7 mars. **RER** parisiens à l'arrêt ce mercredi 15....

Dans **l'énergie**, raffineries bloquées, piquets de grève sur les barrages hydrauliques (depuis le 15 février à Grand Maison),

Ports arrêtés depuis le 13 mars avec journée « ports morts » jeudi, **Aéroports** (grève du 14 au 16, des vols déjà annulés à Roissy, Orly...)



Appel de l'AG éducation

Abandon du projet de réforme : ni amendable, ni négociable !
Appel à la reconduction dès maintenant et la semaine du 13 mars et on continue jusqu'au retrait !

Le 7 mars nous étions plus de 3,5 millions à manifester en France, un chiffre historique depuis plus de 50 ans. Dans l'éducation, la grève a été très suivie : plus de 60 % de grévistes et de nombreuses écoles du primaire fermées. En Isère de nombreux collègues dans les établissements et les écoles ont reconduit la grève. Très peu d'entre nous pourront partir en retraite avec une pension complète à moins de travailler jusqu'à un âge impensable. Cette journée a été suivie par une mobilisation là encore importante le 11 mars.

Comme réponse, Macron a refusé de recevoir les syndicats qui demandaient une audience, et Renaissance a choisi de mettre fin aux discussions au Sénat. Les yeux sont désormais tournés vers l'Assemblée Nationale, où le projet de loi fera son retour le 15 mars après un passage en commission, et où se dessine déjà l'usage antidémocratique et antisocial du 49.3 dans le cas où la majorité ne serait pas en faveur de la réforme.

Les syndicats demandent la revalorisation des salaires sans aucune compensation ni mission supplémentaire à hauteur de la perte de valeur, depuis 2000, du point d'indice au regard de l'inflation (- 25%).

Dans le même temps, et alors que les conditions d'étude des élèves ne cessent de se dégrader suite aux réformes Blanquer (Parcoursup évaluations, voie pro etc.), le ministère fait le choix de supprimer encore 2000 postes d'enseignants, et propose un pacte enseignant qui fait l'unanimité syndicale contre lui.

En Isère les pertes de moyens se font sentir de partout et particulièrement dans les établissements REP, REP+ et les UPE2A. C'est aussi face à cette casse du service public d'éducation qu'il faut se mobiliser : l'école publique a besoin de moyens !

Le gouvernement Macron-Borne persiste dans le maintien de sa réforme. L'heure est à l'organisation du blocage du pays, partout et à tous les niveaux.

L'AG éducation, représentant des dizaines d'établissements et d'écoles, réunie le 14 mars à la Bourse du travail de Grenoble, soutenue par leurs organisations syndicales appelle les personnels à prendre leur part :